

● (1450)

Il y a trois semaines, à la Maison Blanche, il a fait la déclaration suivante:

Monsieur le Président, je trouve encourageantes les mesures que vous avez prises ces derniers mois où vous avez proposé une solution provisoire différente de l'option zéro et un train de mesures destinées à rétablir la confiance.

Comment peut-il concilier cette observation avec celles de l'entrevue qu'il a accordée au *Star* de Toronto, où il donne raison aux gens de penser que le Président est tellement belliqueux et hostile qu'on ne peut plus lui faire confiance?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je répète au député qui définit un coup bas comme celui auquel l'antagoniste ne peut pas répliquer, ce que je lui ai dit à lui et à la Chambre. J'ai prononcé ces paroles aux États-Unis où l'on aurait pu me répondre si on l'avait voulu. On a en fait répondu. Nous n'entendons plus les États-Unis tenir pareils propos depuis un certain nombre de mois. C'est pourquoi j'ai dit quand je me trouvais aux États-Unis, il y a quelques semaines, que l'attitude récente des dirigeants américains, soit l'abandon de l'option zéro en faveur d'une position intermédiaire, était un pas dans la bonne direction. Mais cela n'explique pas l'activité accrue des mouvements pacifistes des dernières années dans les divers pays que j'ai nommés.

Je répète que j'ai donné une explication que le député obtiendrait, je crois, de la plupart des dirigeants des mouvements pacifistes s'il se donnait la peine de leur parler. C'est là leur principale motivation. Ils ne jugent pas les États-Unis belliqueux, mais ils craignent que les déclarations que prononcent les dirigeants de ce pays ne compromettent le succès des négociations. Je répète que j'ai tenu les mêmes propos lors des entretiens que j'ai eus aujourd'hui avec le dirigeant soviétique qui est de passage au Canada.

#### L'OPINION DU PREMIER MINISTRE SUR LES AUTORITÉS SOVIÉTIQUES

**L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition):** Madame le Président, le premier ministre tente de noyer le poisson, mais il n'en demeure pas moins qu'il s'est longuement confié au *Star* de Toronto, disant qu'il se méfie de la politique du président Reagan et qu'il doute que le président ait la compétence voulue pour traiter avec les Soviétiques. Nous donnerait-il maintenant avec la même candeur son opinion sur M. Andropov et sur la question de savoir si l'on peut faire confiance aux Soviétiques dans les relations internationales? En même temps, et en supposant qu'il utilise le même langage, expliquerait-il en quoi les Soviétiques ont prouvé qu'ils étaient dignes de confiance en Afghanistan et en Pologne, et lors des événements qui ont abouti à l'invasion d'un pays et à d'énormes pressions soviétiques exercées sur un autre?

**Des voix: Bravo!**

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je ne crois pas que l'on puisse me demander de me justifier en répondant à la question du député. Je ne suis pas le défenseur attitré des États-Unis ni de l'Union soviétique. Quand l'un de ces pays commet une erreur, je crois que le gouvernement canadien a le droit et peut-être le devoir de signaler ces erreurs, du point de vue des Canadiens.

#### Questions orales

Si le député veut dénoncer l'Union soviétique, ou si d'autres députés veulent dénoncer les États-Unis, ils devraient le faire de leur propre chef, sans me demander de défendre leur point de vue.

**Des voix: Bravo!**

**M. Nielsen:** Je demandais au premier ministre de nous faire profiter de son opinion éclairée, à titre de premier ministre. Puisqu'il a exprimé si libéralement son opinion au sujet du président Reagan, nous comptons sur lui pour en faire de même au sujet des Soviétiques.

#### LES SPHÈRES D'INFLUENCE DE LA RUSSIE

**L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition):** Madame le Président, puis-je demander au premier ministre si, à son avis, les Soviétiques sont davantage dignes de confiance que les Américains dans les négociations internationales? Au sujet des sphères d'influence—je crois que ce sont les termes qu'il a employés dans l'interview accordée au *Star* de Toronto—, il a dit que les Soviétiques souhaitent défendre leur sphère d'influence, et il semblait dire que les Américains devraient reconnaître cette sphère soviétique. Le premier ministre irait-il jusqu'à dire que le Canada devrait reconnaître que l'Afghanistan, la Pologne, le Moyen-Orient et l'Amérique centrale font partie de la sphère d'influence soviétique?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, en ce qui a trait à la première partie de la question, je dirai seulement que l'interview que le député a peut-être lue dans le *Star* de Toronto consiste en une suite de déclarations qui semblent n'avoir aucun lien. Je crois que le lecteur peut être trompé par le fait que les questions ne sont pas reproduites. Le journal a choisi de reproduire mes réponses sans même préciser que beaucoup de ces réponses faisaient suite à des questions longues et fort complexes. Cela peut expliquer en partie l'impression ressentie par le député.

Pour ce qui est de la deuxième partie de sa question, concernant les sphères d'influence, je crois qu'un pays comme le Canada, qui n'est pas une grande puissance et qui tient à certaines valeurs qu'il voudrait voir respecter dans le monde, a le devoir d'envisager sans parti pris les interventions de l'une ou l'autre des grandes puissances.

J'étais aux États-Unis lorsque le président Reagan a prononcé son discours sur l'Amérique centrale, disant que c'était la cour avant de son pays. Je suppose que l'on pourrait en déduire que le Yukon est l'arrière-cour, mais c'est une autre histoire. Il a dit que l'Amérique centrale est la cour avant des États-Unis. J'ai souscrit publiquement à cette position. Je crois que les États-Unis ont des intérêts stratégiques, notamment dans cette partie de l'hémisphère, intérêts que l'Union soviétique devrait reconnaître et respecter. Mais je disais qu'il fallait être sans parti pris, et je crois que la réciproque est vraie. S'il est vrai que les États-Unis sont une grande puissance, qui doit défendre des intérêts stratégiques dans certaines régions, je crois que l'on peut en dire autant de l'Union soviétique, qui possède également des intérêts stratégiques dans certaines sphères.

**M. Epp:** En Afghanistan?

**M. Trudeau:** En Amérique centrale?